

Guerre en Ukraine : les sanctions occidentales, un poison lent pour l'économie russe

Neuf vagues consécutives de sanctions ont frappé l'économie russe depuis un an. Mais si le pays de Vladimir Poutine a subi un net ralentissement, il ne s'est pas effondré pour autant.



Durant les douze premiers mois du conflit, l'économie russe a tenu grâce à ses ressources énergétiques, pétrole en tête (ici, la raffinerie Gazprom Neft de Moscou). AFP/Kolesnikova

Par [Aurélie Lebel](#)

Le 21 février 2023 à 16h57

Aux premières heures de l'invasion en Ukraine, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, avait annoncé « l'effondrement » de la Russie. Un an plus tard, après neuf vagues successives de sanctions économiques menées par les pays occidentaux, le colosse aux pieds d'argile reste debout. Peut-être a-t-il, pour certains spécialistes, un genou à terre ou des jambes tremblotantes. « Les sanctions sont un poison lent », décrypte Sébastien Jean, économiste spécialisé en commerce international.

Le géant russe plie, doucement, mais ne rompt pas encore. Exemple ce lundi, lorsque l'Agence des statistiques russes (Rosstat) a annoncé que le produit intérieur brut (PIB) du pays s'est contracté de 2,1 % en 2022. Un meilleur résultat qu'espéré alors que le ministère du Développement économique tablait sur - 2,9 % en septembre dernier.

Les recettes gazières ont bondi de 80 % en 2022

Une preuve que la Russie résiste mieux aux sanctions que prévu ? Oui. Mais selon les experts, le PIB n'est pas un bon indicateur pour mesurer l'activité économique car il reste trop alimenté par les activités militaires, qui font gonfler les chiffres. Et beaucoup estiment que les données de l'agence officielle russe sont peu fiables. Pour autant, elles corroborent une information du Fonds monétaire international, qui a coupé l'herbe sous le pied aux Occidentaux fin janvier. Si l'on en croit ses prévisions, la récession russe a été limitée à - 2,2 % en 2022, loin des - 8,5 % envisagés à l'entame du conflit. Quant à la croissance, elle pourrait grimper de 0,3 % en 2023 et jusqu'à 2,1 % en 2024... plus que les 1,6 % espérés pour la zone euro.

« L'économie russe n'a pas été étouffée, comme cela a été promis au début de la guerre, analyse Anne-Sophie Alsif, cheffe économiste chez BDO. De ce point de vue là, les sanctions sont un échec, à court terme du moins. » L'économie russe a tenu ces douze premiers mois grâce à ses ressources énergétiques, l'or noir en tête. Selon l'Agence internationale de

l'énergie, le Kremlin a accumulé 218 milliards de pétrodollars en 2022. Et les recettes gazières ont bondi de 80 %.

« D'un point de vue énergétique, les pays d'Occident ont mis en œuvre des sanctions tout en étant tétanisés à l'idée des conséquences que cela allait engendrer, décrypte Sébastien Jean. Cela n'a fait qu'augmenter les prix de l'énergie et remplir les caisses russes. » Qui étaient d'ailleurs déjà bien renflouées.

Depuis la guerre de Crimée en 2014, l'État russe a en effet gonflé ses réserves financières et son stock d'or. « D'un point de vue financier, l'économie russe a plutôt bien résisté, poursuit Sébastien Jean. Le pays s'est bunkérisé avant et au début du conflit : pour éviter une panique bancaire, les citoyens russes ne pouvaient plus retirer d'argent et, pour empêcher une crise de la devise, il était interdit de convertir du rouble en dollar. »

Les sanctions n'ont donc pas du tout mis à mal l'économie russe ? Si, indéniablement, assurent les experts. « L'État russe n'avait pas prévu qu'elles seraient aussi coordonnées, massives et presque toujours communes, observe Olivier Attias, avocat du cabinet d'affaires August Debouzy. Ce n'était jamais arrivé. »

Le coup d'arrêt a été puissant. « La croissance était sur un rythme dynamique avant le début du conflit, note Sébastien Jean. Elle a ensuite plongé, devenant négative. Le ralentissement macroéconomique a été très brutal. » Mais de courte durée, si l'on en croit les données du FMI. « C'est normal car l'économie russe est similaire à celle d'un pays émergent : l'effet rebond sur la croissance, après une forte récession, sera important, estime Anne-Sophie Alsif. Et si d'ici 2024 le conflit est pacifié, la croissance profitera d'une reprise de la consommation. » Cela fait un an que la population russe subit une inflation de près de 20 %, renforcée par le départ des entreprises étrangères. De lourdes pénuries frappent le pays.

Des relais de substitution à trouver

Ces problèmes d'approvisionnement « représentent un handicap durable » en Russie, assure Sébastien Jean qui y voit le germe d'un environnement néfaste pour la croissance. « Pour la population au quotidien ou le matériel technique, comme dans le secteur automobile, la qualité et la quantité des produits se sont dégradées, observe-t-il. Il en est de même pour l'armement et les semi-conducteurs. »

Face à ces pénuries, la Russie réorganise ses importations via d'ex-républiques soviétiques comme l'Arménie ou le Kazakhstan. Elle trouve des relais de substitution avec la Chine, la Turquie, l'Inde, les Émirats arabes ou l'Iran. Seront-ils aussi rentables ? « À moyen terme, lorsque les pays occidentaux auront complètement réussi à s'affranchir de l'énergie russe, les sanctions auront plus d'impact, veut croire Anne-Sophie Alsif. La Russie pourrait subir une crise financière. Mais on ne sait pas quelles relations de soutien économique elle entretient avec la Chine, qui pourrait lui venir en aide. »